

Le tableau suivant permet de justifier du respect du projet vis-à-vis des prescriptions générales applicables, c'est-à-dire celles liées à la rubrique 2910-A pour le régime de l'enregistrement (combustion de fioul via l'utilisation de groupes électrogènes pour l'activité de datacenter).

L'arrêté applicable est « **l'arrêté du 3 août 2018** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ».

Les groupes électrogènes seront considérés comme « Installation de combustion nouvelle ».

Les groupes électrogènes fonctionneront moins de 500 h/an. Ils fonctionneront en secours de l'alimentation électrique principale, ainsi que périodiquement lors des tests et opérations de maintenance.

La colonne de droite du tableau suivant présente les justifications apportées dans le cadre de ce dossier de demande d'enregistrement.

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|--|--|---|
| 1 | Règles d'application I. – Le présent arrêté s'applique : <ul style="list-style-type: none"> aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 50 MW exploitées dans un établissement soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2910-A ; aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 1 MW comprenant au moins un appareil de combustion classé au titre du point 1 de la rubrique 2910-B, mais ne comprenant pas d'appareil de combustion classé au titre du point 2 de la rubrique 2910-B. | Le projet vise la mise en place de 15 groupes électrogènes, pour une puissance thermique nominale de 49,5 MW. |
| 2 | Définitions | Sans objet |
| Chapitre I : Dispositions générales | | |
| 3 | Conformité de l'installation L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté. | Sans objet |
| 4 | Registre L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> – une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; – le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; – l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; – le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées, sur une période d'au moins six ans ; – les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> les caractéristiques et les quantités des combustibles utilisés sur une période d'au moins six ans (cf. art. 8) ; le programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles (cf. art. 8) ; les résultats d'analyse des combustibles (cf. section 2 du chapitre II) ; le registre des combustibles (cf. art. 13) ; le plan de localisation des risques (cf. art. 15) ; | Sans objet |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> • le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. art. 16) ; • le plan général des stockages (cf. art. 16) ; • les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. art. 18) ; • les plans des locaux avec l'emplacement des moyens de protection incendie (cf. art. 19) ; • les consignes pour l'accès des secours et les procédures d'accès à tous les lieux (cf. art. 19) ; • les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. art. 24) ; • le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. art. 32) ; • les consignes d'exploitation (cf. art. 33) ; • le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. art. 37) ; • le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. art. 40) ; • le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents aqueux si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 50) ; • le détail du calcul de la hauteur de cheminée (cf. art. 54) ; • le relevé des heures d'exploitation par an, sur une période d'au moins six ans (cf. art. 56) • l'engagement de l'exploitant à faire fonctionner son ou ses appareils de combustion moins de 500 heures par an, si pertinent (cf. art. 56) ; • un relevé des mesures prises lors des cas de non-respect des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques, sur une période d'au moins 6 ans (cf. art. 56) ; • le registre des résultats des mesures des paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des rejets atmosphériques (cf. art. 63) ; • les derniers résultats des mesures de bruits (cf. art. 69) ; • le registre des déchets dangereux générés par l'installation (cf. art. 72) ; • le cahier d'épandage s'il y a lieu (cf. art. 73 et annexe II) ; • le programme de surveillance des émissions (cf. art. 74) ; • les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission de certains polluants par l'installation (cf. art. 74) ; • les résultats des mesures des émissions atmosphériques, sur une période d'au moins six ans (cf. art. 74, art. 81 et art. 82) ; • les résultats des mesures des émissions aqueuses (cf. art. 84). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> | |
| 5 | <p>Implantation</p> <p>Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur, à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils satisfait aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux-mêmes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 mètres des limites de propriété de l'installation et des établissements recevant du public de 1re, 2e, 3e et 4e catégorie, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies de circulation autres que celles liées à la desserte ou l'exploitation de l'installation ; | <p>Les groupes électrogènes seront implantés dans des containers fermés et localisés dans des espaces techniques dédiés en extérieur.</p> <p>Des dispositifs seront mis en œuvre afin de limiter les risques incendie/explosion (détection incendie, alarme, liaison fusible connectée à une vanne d'arrêt de carburant, ...).</p> <p>La localisation des groupes électrogènes est précisée sur les plans en PJ n°3 et en Annexe 1.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation. <p>En cas d'impossibilité technique de respecter ces distances, l'exploitant proposera des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de sécurité des tiers équivalent.</p> <p>Les appareils de combustion sont implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.</p> <p>Les appareils de combustion utilisant des combustibles solides sont implantés dans des locaux séparés des autres appareils de combustion.</p> <p>Le local abritant l'installation de combustion a un volume d'au plus 5 000 m³. A défaut, l'exploitant justifie dans le dossier de demande que le phénomène dangereux résultant de l'explosion du bâtiment abritant l'installation de combustion est de gravité au plus « sérieuse » au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé.</p> <p>Lorsque les appareils de combustion sont placés en extérieur, des capotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries.</p> <p>L'installation ne se situe pas au-dessus ou en-dessous de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elle n'est pas située en sous-sol.</p> | <p>Ils seront localisés à plus de 20 m des limites de propriété et des établissements recevant du public, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies de circulation autres que celles liées à la desserte ou l'exploitation de l'installation.</p> <p>2 des 3 espaces techniques stockeront des groupes électrogènes à plus de 10 m du bâtiment principal. Pour le 3^{ème} espace technique (celui le plus au Sud-Est), les groupes électrogènes seront localisés à moins de 10 m du bâtiment principal. Il a ainsi été décidé de placer un mur coupe-feu 2h sur les flancs Nord et Ouest de cet espace technique.</p> <p>Les installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammable sont essentiellement les cuves de fioul. Elles seront enterrées (seules des cuves journalières de 0,5 à 1 m³ seront présentes dans les containers).</p> <p>Les groupes électrogènes seront implantés dans des containers dédiés à cet usage. Ils ne se situeront pas au-dessus ou en-dessous de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, et ne seront pas situés en sous-sol.</p> <p>Il n'y aura aucune chaufferie sur le site.</p> |
| 6 | <p>Envol des poussières</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ; les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. | <p>Il n'est pas attendu l'émission de poussières liée à l'exploitation des groupes électrogènes.</p> <p>Les voies de circulation et aires de stationnement seront correctement aménagées, régulièrement nettoyées et seront étanches.</p> <p>Le site est déjà imperméabilisé ; aucun espace végétalisé ne sera détruit dans le cadre du projet.</p> |
| 7 | <p>Intégration dans le paysage</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> | <p>Le site sera régulièrement nettoyé. Le projet ne modifiera pas l'insertion paysagère actuelle du site dans son environnement ; le bâtiment existant sera notamment conservé.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|--|---|---|
| | Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. | |
| Chapitre II : Caractéristiques des combustibles | | |
| Section 1 – Généralités | | |
| 8 | Registre des combustibles L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature. Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant : [...] | Le combustible utilisé sera du fioul domestique. Il sera stocké dans 15 cuves enterrées (1 cuve par groupe électrogène) pour un volume total de 400 m³. Des cuves journalières de 0,5 à 1 m³ seront également présentes dans les containers. Le fioul utilisé aura une très basse teneur en soufre (< 0,1 %). La fiche technique du fioul est présentée en Annexe 3. |
| Section 2 – Déchets répondant au b (v) de la définition de biomasse | | |
| 9 | Modalités d'application | <i>Non concerné</i> |
| 10 | Qualité de la biomasse | <i>Non concerné</i> |
| 11 | Lot de combustibles | <i>Non concerné</i> |
| 12 | Contrôle qualité de la biomasse | <i>Non concerné</i> |
| 13 | Registre d'approvisionnement de la biomasse | <i>Non concerné</i> |
| 14 | Cas des lots non conformes | <i>Non concerné</i> |
| Chapitre III : Prévention des accidents et des pollutions | | |
| Section 1 – Généralités | | |
| 15 | Localisation des risques L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. | Les plans en PJ n°3 et en Annexe 1 localisent les activités à risques (groupes électrogènes, cuves de fioul, aire de dépotage, salles informatiques, groupes froids et locaux électriques). Un plan spécifique localisant les zones de dangers est présenté en Annexe 7. |
| 16 | Etat des stocks de produits dangereux Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. | Sans objet |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---|--|---|
| 17 | <p>Propreté de l'installation</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.</p> | Sans objet |
| Section 2 – Dispositions constructives | | |
| 18 | <p>Comportement au feu</p> <p>Le local abritant l'installation et les locaux à risque incendie ou explosion identifiés à l'article 15 du présent arrêté, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ensemble de la structure est R 60 ; • les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0 ; • les murs séparant le local abritant l'installation des autres locaux, et notamment des bureaux et locaux administratifs, sont REI 120 ; • le sol des locaux est incombustible (de classe A1 fl ou A2 fl s1) ; • les planchers hauts des locaux sont REI 120 ; • les autres matériaux sont B s1 d0 ; • les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3). De plus, les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2 s1 d0. A défaut, le système « support de couverture + isolants » est de classe B s1 d0 et l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; • les ouvertures effectuées dans les parois REI 120 (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs...) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent. Les portes battantes sont EI2 120 et ont une classe de durabilité C2. <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> | <p>Les plans en Annexe 1 localisent les dispositions coupe-feu du site.</p> <p>Les containers abritant les groupes électrogènes ne seront pas localisés dans des locaux fermés. Ils seront localisés dans un espace technique en extérieur, ouvert en toiture (abritant l'ensemble groupes électrogènes, groupes froids, batteries/onduleurs).</p> <p>2 des 3 espaces techniques stockeront des groupes électrogènes à plus de 10 m du bâtiment principal. Pour le 3^{ème} espace technique (celui le plus au Sud-Est), les groupes électrogènes seront localisés à moins de 10 m du bâtiment principal. Il a ainsi été décidé de placer un mur coupe-feu 2h sur les flancs Nord et Ouest de cet espace technique.</p> <p>La structure de l'espace technique sera R 60 ; les murs extérieurs construits en matériaux A2 s1 d0 et le sol sera incombustible.</p> |
| 19 | <p>Accessibilité</p> <p>I. – Le local abritant l'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Il est desservi, sur au moins une face, par une voie engin et dispose au moins d'une aire de mise en station des moyens aériens si le plancher du niveau le plus haut du bâtiment abritant ce local est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p> <p>II. – La voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; • dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; • la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; • chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; | <p>Les plans en Annexe 1 localisent les accès de secours, les accès au site, le tracé des voies pompiers et les courbures des rayons de braquage des camions-échelle.</p> <p>Le site sera circulaire sur tout son périmètre. Les façades et secteurs à enjeux resteront également atteignables par les véhicules de secours (camion échelle ou autres). Les largeurs des voies de circulation sur site permettront largement aux véhicules de pompier d'y transiter, même au niveau des endroits plus « étroits » et si un camion-citerne est stationné sur une des aires de dépotage.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|---|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie engin. <p>III. – Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au I supra.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Au moins deux façades du bâtiment abritant l'installation sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; elle comporte une matérialisation au sol ; aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe ; l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². <p>Une des façades au moins du local abritant l'installation est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.</p> <p>IV. – L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> les plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux. | <p>A noter que la voirie complète du site a été reprise en 2019 pour permettre la circulation des poids-lourds. Les essais à la plaque réalisés en avril et mai 2019 montrent une résistance de la sous-couche de voirie entre 50 MPa/m (50 PL/j) et 80 MPa/m (100 PL/j).</p> |
| 20 | <p>Désenfumage</p> <p>Les locaux sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe. Dans ce cas, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de</p> | <p>Les containers abritant les groupes électrogènes seront ventilés naturellement.</p> <p>Les espaces techniques abritant les containers et d'autres installations techniques sont ouverts en toiture, il n'y a donc pas besoin de dispositif de désenfumage particulier.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|---|---|
| | <p>telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant des locaux, le cas échéant. Cette distance peut être réduite pour les locaux dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés du bâtiment abritant l'installation de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> | |
| 21 | <p>Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; 2. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 15 ; 3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; 4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p> | <p>Le site est équipé d'alarmes incendie reportées 24h/24 en télésurveillance.</p> <p>Le site est d'ores et déjà parfaitement équipé dans la prévention et la lutte contre les sinistres (ancien entrepôt dont les dispositifs liés à l'incendie ont été conservés).</p> <p>Les besoins en eaux d'extinction sont couverts par le réseau public (3 poteaux incendie à 60 m³/h) et une réserve complémentaire de 120 m³ présente sur le site.</p> <p>Des extincteurs et RIA équipent le site.</p> <p>A noter que l'extinction incendie des salles informatiques et du local électrique contenant les batteries se fera par gaz inerte.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---|---|--|
| 22 | <p>Tuyauteries</p> <p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.</p> <p>Les tuyauteries d'alimentation en gaz sont implantées, dans la mesure du possible dans des zones à l'écart des zones de circulation des véhicules et des zones de maintenance. Elles sont dans tous les cas protégées des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries d'alimentation en gaz peuvent être placées sous fourreau acier.</p> | <p>Les différentes tuyauteries seront correctement dimensionnées, principalement enterrées et protégées des chocs.</p> <p>Un plan de principe avec les tuyauteries de fioul est présenté en Annexe 3. Les tuyauteries de fioul seront enterrées et les diamètres seront compris entre DN40 et DN80.</p> <p>Le plan des tuyauteries des eaux pluviales est présenté en PJ n°3.</p> |
| Section 3 – Dispositif de prévention des accidents | | |
| 23 | <p>Matériels utilisables en atmosphères explosibles</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 15 et recensées comme pouvant être à l'origine de la formation d'une atmosphère explosive, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. L'exploitant tient à jour leur inventaire, et dispose de ces justificatifs de conformité.</p> | <p>A ce stade, aucun risque d'atmosphère explosive n'est attendu sur le site. Le cas échéant, les matériels utilisés dans ces atmosphères seront conformes à la réglementation.</p> |
| 24 | <p>Installations électriques, éclairage et chauffage</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre.</p> <p>Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, la propagation des flammes et l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent, lors d'un incendie, de gouttes enflammées (classe d0).</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>Le respect des normes NF C 15-100 (2015) et NF C 14-100 (2008) est présumé répondre aux exigences réglementaires définies au présent article.</p> | <p>Le plan des réseaux électriques projeté est présenté en PJ n°3. Ce plan pourra être mis à jour avant le début des travaux.</p> <p>Les installations électriques seront vérifiées périodiquement, les équipements métalliques mis à la terre et les canalisations protégées.</p> <p>Il n'y aura pas de production de gouttes enflammées.</p> <p>Les containers abritant les groupes électrogènes ne seront pas chauffés.</p> <p>Il n'y aura aucune chaufferie sur le site.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|---|---|
| 25 | <p>Foudre</p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> | <p>Une étude foudre a été réalisée sur le site existant. Le bâtiment actuel ne sera pas modifié et les protections contre la foudre seront maintenues. Les espaces techniques mis en place seront installés conformément à la réglementation en termes de protection contre la foudre, notamment pour les cheminées.</p> <p>L'analyse du risque foudre ainsi que l'étude technique sont jointes en Annexe 8. Des rapports de vérification et de fin de travaux sont également joints. Dans tous les cas, des dispositions adéquates contre la foudre seront mises en place dans le cadre du projet et l'étude foudre sera mise à jour avant le début de l'exploitation.</p> |
| 26 | <p>Ventilation des locaux</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés, de façon naturelle ou mécanique, pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage. La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple, l'utilisation de chapeaux est interdite).</p> | <p>Les containers abritant les groupes électrogènes seront ventilés naturellement. Il n'y aura aucune formation d'atmosphère explosive ou toxique.</p> |
| 27 | <p>Systèmes de détection de gaz et extinction automatique</p> <p>I. – Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 15 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection adapté aux risques dont les détecteurs de gaz, de fumées et/ou d'incendie sont judicieusement positionnés.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et définit les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Les dispositifs de détection déclenchent une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, selon une procédure préétablie, permettant d'alerter la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations. Ces dispositifs coupent l'arrivée du combustible et interrompent l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 23. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> | <p>Le site est équipé d'alarmes incendie reportées 24h/24 en télésurveillance, avec des consignes d'appel.</p> <p>Des mesures de détection d'incendie sont prévues dans les containers abritant les groupes électrogènes qui sont reliés au système d'alarme incendie du bâtiment principal. L'alimentation en combustible sera coupée.</p> <p>A noter également qu'un système de détection automatique d'incendie a été installé en 2019 : centrale d'alarme de type 1, détecteurs sous la forme de faisceaux optiques linéaires.</p> <p>Les salles informatiques et les locaux électriques (batteries au plomb) disposeront d'un système d'extinction automatique par gaz inerte.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---|---|---|
| | <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>II. – En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> | |
| 28 | <p>Parois soufflables</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 15 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements/parois soufflables de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local.</p> | Il n'est pas attendu de risque d'explosion sur le site. |
| Section 4 – Dispositif de rétention des pollutions accidentelles | | |
| 29 | <p>Rétention</p> <p>I. – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les capacités intermédiaires de combustibles liquides alimentant les appareils de combustion sont munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement. Elles sont associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions du présent article. Leur capacité est limitée au besoin de l'exploitation.</p> <p>II. – La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides, y compris en cas d'incendie. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détection de fuite par exemple).</p> <p>III. – Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. – Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, sans que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> | <p>Le seul liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera le fioul.</p> <p>Le fioul sera localisé dans des cuves enterrées (double-enveloppe, détection de fuite) ou dans des cuves journalières (rétention adéquate et étanche).</p> <p>Les aires de dépotage de fioul seront chacune reliée à un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Les différents revêtements du site sont étanches.</p> <p>Il n'y aura pas de stockages à l'air libre.</p> <p>Le site dispose d'ores et déjà d'un bassin de rétention des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie, d'un volume d'environ 2 000 m³. Le débit de fuite du bassin est de 5 L/s ; en cas de problème sur le site, les pompes de relevage seront coupées, arrêtant ainsi le rejet au réseau et confinant l'éventuelle pollution sur le site. La capacité de rétention totale du site est de 2 300 m³ (bassin + voiries), volume bien supérieur aux besoins.</p> <p>A noter que les salles informatiques et les locaux électriques (batteries au plomb) disposeront d'un système d'extinction automatique par gaz inerte (et non par eau).</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|--|--|--|
| | <p>V. – Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; • du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; • du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> | |
| Section 5 – Dispositions d'exploitation | | |
| 30 | <p>Surveillance de l'installation</p> <p>Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p> <p>Une clôture ou un mur d'une hauteur minimale de 2 mètres entoure l'installation ou l'établissement.</p> | <p>Le site sera sous vidéosurveillance. Les clôtures et les portails à l'entrée du site seront sécurisés et résistants aux chocs.</p> <p>La sécurité à l'entrée sera assurée par un gardien 24/7 depuis le bâtiment poste de garde.</p> <p>L'accès au site se fera en deux parties. La personne entrante sera contrôlée une première fois au poste de garde et lui sera accordé l'accès au site. Un contrôle d'accès sera également présent afin d'accéder au bâtiment.</p> <p>Des mâts seront installés à 8 m de hauteur en périphérie Nord du site et à l'entrée du site. Ils seront utilisés pour un usage de caméra de surveillance, haut-parleur et détecteur d'intrusion.</p> <p>La clôture existante est à 2,15 m de hauteur. La création de la nouvelle clôture sécurisée se fera 0,5 m plus haut.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|---|--|
| 31 | <p>Travaux</p> <p>I. – Dans les parties de l'installation recensées à l'article 15, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; • l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; • les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; • l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; • lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>II. – Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie contenant du combustible ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. La consignation d'un tronçon de tuyauterie s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie garantit une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fait sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention peut être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les soudeurs ont une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation est délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980 modifié relatif à l'attribution de l'attestation d'aptitude concernant les installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances.</p> | Sans objet |
| 32 | <p>Vérification périodique</p> <p>I. – <u>Règles générales</u> :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique, l'étalonnage le cas échéant et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> | Les groupes électrogènes, les systèmes de sécurité et les moyens de lutte contre l'incendie feront l'objet d'une maintenance périodique, conformément à la réglementation. |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|---|---|
| | <p>II. – <u>Contrôle des appareils de combustion</u> :</p> <p>Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, les systèmes de sécurité intégrés dans les appareils de combustion sont régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> | |
| 33 | <p>Consignes</p> <p>I. – <u>Consignes générales de sécurité</u> :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'obligation du dossier de travaux conforme à l'article 31 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; • les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuse ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 40 ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; • l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>II. – <u>Consignes d'exploitation</u> :</p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modes opératoires ; • la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou traitement des pollutions et nuisances générées ; • les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ; • la fréquence de contrôle de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention ; • les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité. | <p>L'ensemble des consignes de sécurité et d'exploitation sera tenu à jour sur le site. Le personnel sera formé à leur application.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|--|---|
| 34 | <p>Exploitation des systèmes de traitement des effluents</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer le respect des valeurs limites d'émission et des autres dispositions du présent arrêté tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.</p> | Sans objet |
| 35 | <p>Exploitation</p> <p>I. – <u>Généralités</u> :</p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation et ne peut en aucun cas dépasser la production journalière autorisée. Les éventuels rebuts de production sont évacués régulièrement. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations de production sont construites conformément aux règles de l'art et sont conçues afin d'éviter de générer des points chauds susceptibles d'initier un sinistre.</p> <p>Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.</p> <p>Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé ; • pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel, soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site. <p>L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.</p> <p>En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.</p> <p>II. – <u>Procédés exigeant des conditions particulières de production</u> :</p> <p>L'exploitant définit clairement les conditions (température, pression, inertage...) permettant le pilotage en sécurité de ces installations.</p> <p>Les installations qui utilisent des procédés exigeant des conditions particulières (température, pression, inertage...) disposent de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné.</p> <p>Les systèmes de chauffage utilisant des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'arrêter automatiquement le chauffage en cas de détection.</p> <p>Les résistances éventuelles sont protégées mécaniquement afin de ne pas rentrer directement en contact avec les produits susceptibles de s'enflammer.</p> | <p>Le détail technique des groupes électrogènes et des tuyauteries de fioul, ainsi que les vues en plan et en coupe sont présentés en Annexe 3.</p> <p>La quantité de matières dangereuses est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>La combustion ne sera pas à l'origine de déchets.</p> <p>Le site sera sous vidéosurveillance.</p> <p>Des mesures de détection d'incendie seront prévues dans les conteneurs qui sont reliés au système d'alarme incendie du bâtiment principal.</p> <p>En effet, les conteneurs seront équipés de détecteurs de flamme montés sur leurs parois latérales, adjacents aux turbocompresseurs et situés en hauteur, des deux côtés de chaque conteneur. Des boîtes à verre dormant seront aussi situées aux portes de sortie de chaque conteneur.</p> <p>Les détecteurs, les boîtes à verre dormant et la mise en œuvre de conteneur individuel pour chaque groupe électrogène contribueront à la protection de chaque unité.</p> <p>Si la boîte à verre dormant est brisée ou qu'un détecteur se déclenche, les sirènes d'alarme seront actionnées et les balises seront allumées. De plus, un signal sera envoyé au système de détection d'incendie principal et au panneau de contrôle de gestion incendie permettant ainsi d'identifier un incendie dans une enceinte de générateur.</p> <p>Le signal général d'évacuation ne sera pas automatiquement émis dans le bâtiment principal.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|---|---|
| 35 | <p>III. – <u>Parties de l'installation susceptibles de dégager des émanations toxiques</u> : [...]</p> <p>IV. – <u>Cas des stockages des produits susceptibles de dégager des poussières inflammables</u> : [...]</p> <p>V. – <u>Réseaux d'alimentation en combustible</u> :</p> <p>Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés.</p> <p>Les canalisations sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles transportent. Notamment, elles sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion ou protégés contre cette corrosion et sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Elles sont repérées conformément aux règles en vigueur (couleurs, étiquetage...).</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; • à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur du bâtiment. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Chacune de ces vannes est asservie à des capteurs de détection de gaz redondants et à un pressostat permettant de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Le seuil de ce pressostat est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée à chaque redémarrage suivant une période d'arrêt supérieure à trois mois de l'installation, et au moins annuellement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide comporte un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.</p> <p>Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.</p> <p>La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant.</p> <p>Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits dans les bâtiments.</p> <p>VI. – <u>Appareils de combustion</u> :</p> <p>Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la combustion. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité automatique des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p> | <p>Pour chaque groupe électrogène, afin d'éviter tout risque lié à l'alimentation au fioul, une liaison fusible se trouve au-dessus du moteur qui est connectée à une vanne d'arrêt de carburant à chute de gravité avec interrupteur de fin de course. En cas de rupture de cette liaison fusible (dès l'augmentation de températures dues à la chaleur d'une surchauffe / début d'incendie du moteur), le clapet de retenue se fermera et fermera le système d'alimentation en carburant, le moteur s'arrêtera de fonctionner et un signal sera envoyé au système de surveillance dans le bâtiment principal pour lever l'alarme appropriée.</p> <p>Un dispositif de coupure d'alimentation en combustible sera également localisé à l'extérieur du container.</p> <p>Les paramètres de la combustion seront suivis.</p> <p>L'installation fera l'objet d'une maintenance régulière et des tests périodiques permettant de s'assurer du bon fonctionnement des groupes électrogènes seront réalisés.</p> <p>L'ensemble des procédures d'exploitation sera tenu à jour sur le site.</p> <p>Le personnel sera formé à leur application.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---|--|---|
| Chapitre IV : Emissions dans l'eau | | |
| Section 1 – Principes généraux | | |
| 36 | <p>Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementale et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p> | <p>Le rejet des eaux (sanitaires et pluviales) s'effectuera en conformité avec l'arrêté préfectoral actuel du site (cf. Annexe 5). La nature et le volume des rejets par rapport à la situation actuelle ne seront pas modifiés dans le cadre du projet.</p> <p>Il n'y aura pas de rejet d'eaux de process.</p> <p>Les réseaux sont séparatifs.</p> <p>Les eaux sanitaires seront rejetées au réseau d'assainissement communal.</p> <p>Les eaux pluviales seront rejetées au réseau communal dont l'exutoire final est le milieu naturel, avec un débit de fuite régulé en sortie de bassin de rétention à 1 L/s/ha (soit environ 5 L/s).</p> |
| Section 2 – Prélèvements et consommation d'eau | | |
| 37 | <p>Prélèvement d'eau</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Hormis le cas où ils s'inscrivent dans des opérations de géothermie couvertes par le code minier, les ouvrages et équipements nécessaires au fonctionnement de l'installation classée et visés par la nomenclature eau (IOTA) n'engendrent pas de prélèvements, rejets ou impacts supérieurs au seuil de l'autorisation de ladite nomenclature.</p> <p>En cas de dépassement de ce seuil, le préfet prend des dispositions particulières dans le cadre de l'article L. 512-7-3 du code de l'environnement.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p> | <p>Il n'y aura pas de prélèvements d'eau dans le cadre du projet (forages, sondages, ...).</p> <p>L'eau utilisée sur site proviendra du réseau communal et sera utilisée pour les usages sanitaires.</p> |
| 38 | <p>Ouvrages de prélèvements</p> <p>L'exploitant indique dans son dossier les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement. Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m³/an, elles sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre et conservés dans le dossier de l'installation.</p> | <p>Il n'y aura pas de prélèvements d'eau dans le cadre du projet (forages, sondages, ...).</p> <p>L'eau utilisée sur site proviendra du réseau communal et sera utilisée pour les usages sanitaires. Le réseau sera muni d'un dispositif de disconnexion et d'un dispositif de mesure totalisateur.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|--|---|--|
| | <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18.</p> | <p>Le réseau d'eau incendie sera strictement réservé aux sinistres, à la maintenance et aux exercices de secours.</p> |
| 39 | <p>Forages</p> <p>Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, des mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage sont mises en œuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p> | <p>Il n'y aura pas de prélèvements d'eau dans le cadre du projet (forages, sondages, ...).</p> |
| Section 3 – Collecte et rejet des effluents | | |
| 40 | <p>Collecte des effluents</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p> | <p>Le plan en PJ n°3 montre les réseaux de collecte des eaux sanitaires et des eaux pluviales.</p> |
| 41 | <p>Points de rejets</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> | <p>Les réseaux sont séparatifs. Il y a un point de rejet pour les eaux sanitaires et un point de rejet pour les eaux pluviales (cf. plan en PJ n°3).</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---|--|---|
| | <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>La quantité d'eau rejetée est mesurée ou estimée à partir des relevés des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.</p> | |
| 42 | <p>Points de prélèvements pour les contrôles</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p> <p>Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> | Le point de prélèvement des eaux pluviales avant rejet au réseau est présenté sur le plan en PJ n°3. |
| 43 | <p>Rejet des eaux pluviales</p> <p>Le dispositif de gestion des eaux pluviales respecte les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 47 avant rejet au milieu naturel.</p> | Les eaux pluviales sont rejetées dans le milieu naturel après passage dans un bassin de rétention et un séparateur d'hydrocarbures (cf. plan en PJ n°3). |
| 44 | <p>Eaux souterraines</p> <p>Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.</p> | Il n'y aura aucun rejet ou indirect d'effluent vers les eaux souterraines. Il n'y aura pas de rejet d'eaux de process. |
| Section 4 – Valeurs limites d'émission | | |
| 45 | <p>Généralités</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.</p> | Sans objet |
| 46 | <p>Température et pH</p> <p>Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH est être compris entre 5,5 et 8,5, ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> | <p>La température et le pH sont réglementées par l'arrêté préfectoral actuel du site (cf. Annexe 5).</p> <p>Les valeurs limites (température inférieure à 30 °C et pH compris entre 6,5 et 8,5) ne seront pas modifiées dans le cadre du projet. Ces paramètres seront contrôlés une fois par an.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|---|--|--|--|---|--|--|----------|---|--|--|---------|---|--|--|--|---|--|--|----------|---|--|--|----------|-----------------------|--|--|--|---|--|--|--|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|---|--|--|--|---|--|--|---|---|--|--|---|---|--|--|--|--|--------|-------------|---------------|--|---|--------------------------|---------------------------------|----------------------|---|------|-----------------------------------|-------------------------------|-----------|------|---------------------------------|--------------------------------|-----------|------|--------------------------------|--------------------------------|-----------|------|--------------------------------|--------------------------------|-----------|------|--------------------------------|------------------------------|-----------|------|-----------------------------------|---|
| | <p>Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas :</p> <ul style="list-style-type: none">une élévation de température supérieure à 1,5 oC pour les eaux salmonicoles, à 3 oC pour les eaux cyprinicoles et de 2 oC pour les eaux conchylicoles ;une température supérieure à 21,5 oC pour les eaux salmonicoles, à 28 oC pour les eaux cyprinicoles et à 25 oC pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchylicoles ;un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchylicoles. <p>Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 47 | <p>Valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel</p> <p>I. – Sans préjudice des dispositions de l'article 36, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2^e alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p> <table><tr><th colspan="4">1- Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)</th></tr><tr><td colspan="4">Matières en suspension (code SANDRE : 1309)</td></tr><tr><td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg</td><td></td><td></td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur à 15 kg</td><td></td><td></td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td colspan="4">DCO (sur effluent non décanté) (code SANDRE : 1314)</td></tr><tr><td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg</td><td></td><td></td><td>300 mg/l</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur à 50 kg</td><td></td><td></td><td>125 mg/l</td></tr><tr><th colspan="4">2- Azote et phosphore</th></tr><tr><td colspan="4">Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé (code SANDRE : 1531)</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg</td><td></td><td></td><td>30 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg</td><td></td><td></td><td>15 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg</td><td></td><td></td><td>10 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td></tr><tr><td colspan="4">Phosphore (phosphore total) (code SANDRE : 1360)</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg</td><td></td><td></td><td>10 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg</td><td></td><td></td><td>2 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur à 80 kg</td><td></td><td></td><td>1 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td></tr><tr><th colspan="4">3- Substances spécifiques du secteur d'activité</th></tr><tr><td></td><td>N° CAS</td><td>code SANDRE</td><td>Valeur limite</td></tr><tr><td>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogénés des composés organiques aromatiques (AOX) (*)</td><td>-</td><td>1106 (AOX) 1280 (EOX)</td><td>1 mg/l si le rejet dépasse 30 g</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>-</td><td>7009</td><td>10 mg/l si le rejet dépasse 100 g</td></tr><tr><td>Plomb et ses composés (en Pb)</td><td>7439-92-1</td><td>1382</td><td>25 µg/l si le rejet dépasse 1 g</td></tr><tr><td>Chrome et ses composés (en Cr)</td><td>7440-47-3</td><td>1389</td><td>50µg/l si le rejet dépasse 1 g</td></tr><tr><td>Cuivre et ses composés (en Cu)</td><td>7440-50-8</td><td>1392</td><td>50µg/l si le rejet dépasse 5 g</td></tr><tr><td>Nickel et ses composés (en Ni)</td><td>7440-02-0</td><td>1396</td><td>50 µg/l si le rejet dépasse 2g</td></tr><tr><td>Zinc et ses composés (en Zn)</td><td>7440-66-6</td><td>1393</td><td>0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g</td></tr></table> <p>(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.</p> <p>II. – Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p> | 1- Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5) | | | | Matières en suspension (code SANDRE : 1309) | | | | flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg | | | 100 mg/l | flux journalier maximal supérieur à 15 kg | | | 35 mg/l | DCO (sur effluent non décanté) (code SANDRE : 1314) | | | | flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg | | | 300 mg/l | flux journalier maximal supérieur à 50 kg | | | 125 mg/l | 2- Azote et phosphore | | | | Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé (code SANDRE : 1531) | | | | flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg | | | 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle | flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg | | | 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle | flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg | | | 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle | Phosphore (phosphore total) (code SANDRE : 1360) | | | | flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg | | | 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle | flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg | | | 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle | flux journalier maximal supérieur à 80 kg | | | 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle | 3- Substances spécifiques du secteur d'activité | | | | | N° CAS | code SANDRE | Valeur limite | Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogénés des composés organiques aromatiques (AOX) (*) | - | 1106 (AOX) 1280 (EOX) | 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g | Hydrocarbures totaux | - | 7009 | 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g | Plomb et ses composés (en Pb) | 7439-92-1 | 1382 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g | Chrome et ses composés (en Cr) | 7440-47-3 | 1389 | 50µg/l si le rejet dépasse 1 g | Cuivre et ses composés (en Cu) | 7440-50-8 | 1392 | 50µg/l si le rejet dépasse 5 g | Nickel et ses composés (en Ni) | 7440-02-0 | 1396 | 50 µg/l si le rejet dépasse 2g | Zinc et ses composés (en Zn) | 7440-66-6 | 1393 | 0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g | <p>L'arrêté préfectoral actuel du site, présenté en Annexe 5, impose des valeurs limites pour les rejets des eaux pluviales.</p> <p>Les polluants analysés dans le cadre de l'arrêté actuel sont la température (<30°C), le pH (compris entre 6,5 et 8,5), les matières en suspension (100 mg/l), la DCO (300 mg/l), la DBO₅ (100 mg/l) et les hydrocarbures totaux (5 mg/l). Cette liste de polluants à analyser sera maintenue dans le cadre du projet.</p> <p>A noter que le seul risque de pollution lié aux activités du projet est lié à la circulation de véhicules et aux opérations de dépotage de fioul sur des aires dédiées (avec séparateur d'hydrocarbures dédiés à chaque aire). La substance traceuse de l'activité est donc les hydrocarbures totaux.</p> <p>La fréquence des mesures imposée dans l'arrêté actuel est annuelle. Cette fréquence sera maintenue dans le cadre du projet.</p> |
| 1- Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Matières en suspension (code SANDRE : 1309) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg | | | 100 mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| flux journalier maximal supérieur à 15 kg | | | 35 mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DCO (sur effluent non décanté) (code SANDRE : 1314) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg | | | 300 mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| flux journalier maximal supérieur à 50 kg | | | 125 mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2- Azote et phosphore | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé (code SANDRE : 1531) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg | | | 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg | | | 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg | | | 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Phosphore (phosphore total) (code SANDRE : 1360) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg | | | 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg | | | 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| flux journalier maximal supérieur à 80 kg | | | 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3- Substances spécifiques du secteur d'activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | N° CAS | code SANDRE | Valeur limite | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogénés des composés organiques aromatiques (AOX) (*) | - | 1106 (AOX) 1280 (EOX) | 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Hydrocarbures totaux | - | 7009 | 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plomb et ses composés (en Pb) | 7439-92-1 | 1382 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Chrome et ses composés (en Cr) | 7440-47-3 | 1389 | 50µg/l si le rejet dépasse 1 g | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cuivre et ses composés (en Cu) | 7440-50-8 | 1392 | 50µg/l si le rejet dépasse 5 g | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nickel et ses composés (en Ni) | 7440-02-0 | 1396 | 50 µg/l si le rejet dépasse 2g | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Zinc et ses composés (en Zn) | 7440-66-6 | 1393 | 0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|--------|-------------|---------------|----------------------|------------|------|---------|----------|------------|------|-----------|----------|------------|------|---------|----------|------------|------|----------|--|--|--|--|--|--------|-------------|---------------|-------------------------------|--|--|--|--------------------------|-----------|------|-----------|----------------------------|-----------|------|-----------|--------------------------------------|--|--|--|-----------------------------------|----------|------|---------|--|------------|------|---------|--------------|-------------|------|---------|--|---|------|---------|-----------|------------|------|----------------------------------|---------|------------|------|----------------------------------|-----------|------------|------|----------------------------------|---------------|------------|------|----------------------------------|---------------------------------|-----------|------|---------|--|--------------------|------|---------|--|--|--|--|-------------------------|-----------|------|---------|--|---|---|--|--|
| | <table><tr><th colspan="4">4 - Autres paramètres globaux</th></tr><tr><th></th><th>N° CAS</th><th>code SANDRE</th><th>Valeur limite</th></tr><tr><td>Ion fluorure (en F-)</td><td>16984-48-8</td><td>7073</td><td>15 mg/l</td></tr><tr><td>Sulfates</td><td>14808-79-8</td><td>1338</td><td>2000 mg/l</td></tr><tr><td>Sulfites</td><td>14205-45-3</td><td>1086</td><td>20 mg/l</td></tr><tr><td>Sulfures</td><td>18496-25-8</td><td>1365</td><td>0,2 mg/l</td></tr><tr><th colspan="4">5 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</th></tr><tr><th></th><th>N° CAS</th><th>code SANDRE</th><th>Valeur limite</th></tr><tr><td colspan="4">Substances de l'état chimique</td></tr><tr><td>Cadmium et ses composés*</td><td>7440-43-9</td><td>1388</td><td>0,05 mg/l</td></tr><tr><td>Mercurure et ses composés*</td><td>7439-97-6</td><td>1387</td><td>0,02 mg/l</td></tr><tr><td colspan="4">Autres substances de l'état chimique</td></tr><tr><td>Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP)*</td><td>117-81-7</td><td>6616</td><td>50 µg/l</td></tr><tr><td>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)</td><td>45298-90-6</td><td>6561</td><td>25 µg/l</td></tr><tr><td>Quinoxaline*</td><td>124465-18-7</td><td>2028</td><td>25 µg/l</td></tr><tr><td>Dioxines et composés apparentés aux dioxines* dont certains PCDD et PCB-DF</td><td>-</td><td>7707</td><td>25 µg/l</td></tr><tr><td>Acidofène</td><td>74070-46-5</td><td>1688</td><td>25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l</td></tr><tr><td>Bifénox</td><td>42576-03-3</td><td>1119</td><td>25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l</td></tr><tr><td>Cybutryne</td><td>28159-38-0</td><td>1935</td><td>25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l</td></tr><tr><td>Cyperméthrine</td><td>52315-07-8</td><td>1140</td><td>25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l</td></tr><tr><td>Hexabromocyclododécane* (HBCDD)</td><td>3194-65-6</td><td>7128</td><td>25 µg/l</td></tr><tr><td>Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*</td><td>78-44-8/ 1024-67-3</td><td>7706</td><td>25 µg/l</td></tr><tr><td colspan="4">Polluants spécifiques de l'état écologique</td></tr><tr><td>Arsenic et ses composés</td><td>7440-38-2</td><td>1389</td><td>25 µg/l</td></tr><tr><td>Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local</td><td>-</td><td>-</td><td>- NOE si le rejet dépasse 1g/l, dans le cas où la NOE est supérieure à 25µg/l - 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l, dans le cas où la NOE est inférieure à 25µg/l</td></tr></table> <p>III. – Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p> | 4 - Autres paramètres globaux | | | | | N° CAS | code SANDRE | Valeur limite | Ion fluorure (en F-) | 16984-48-8 | 7073 | 15 mg/l | Sulfates | 14808-79-8 | 1338 | 2000 mg/l | Sulfites | 14205-45-3 | 1086 | 20 mg/l | Sulfures | 18496-25-8 | 1365 | 0,2 mg/l | 5 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau | | | | | N° CAS | code SANDRE | Valeur limite | Substances de l'état chimique | | | | Cadmium et ses composés* | 7440-43-9 | 1388 | 0,05 mg/l | Mercurure et ses composés* | 7439-97-6 | 1387 | 0,02 mg/l | Autres substances de l'état chimique | | | | Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP)* | 117-81-7 | 6616 | 50 µg/l | Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) | 45298-90-6 | 6561 | 25 µg/l | Quinoxaline* | 124465-18-7 | 2028 | 25 µg/l | Dioxines et composés apparentés aux dioxines* dont certains PCDD et PCB-DF | - | 7707 | 25 µg/l | Acidofène | 74070-46-5 | 1688 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l | Bifénox | 42576-03-3 | 1119 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l | Cybutryne | 28159-38-0 | 1935 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l | Cyperméthrine | 52315-07-8 | 1140 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l | Hexabromocyclododécane* (HBCDD) | 3194-65-6 | 7128 | 25 µg/l | Heptachlore* et époxyde d'heptachlore* | 78-44-8/ 1024-67-3 | 7706 | 25 µg/l | Polluants spécifiques de l'état écologique | | | | Arsenic et ses composés | 7440-38-2 | 1389 | 25 µg/l | Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local | - | - | - NOE si le rejet dépasse 1g/l, dans le cas où la NOE est supérieure à 25µg/l - 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l, dans le cas où la NOE est inférieure à 25µg/l | |
| 4 - Autres paramètres globaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | N° CAS | code SANDRE | Valeur limite | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ion fluorure (en F-) | 16984-48-8 | 7073 | 15 mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sulfates | 14808-79-8 | 1338 | 2000 mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sulfites | 14205-45-3 | 1086 | 20 mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sulfures | 18496-25-8 | 1365 | 0,2 mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | N° CAS | code SANDRE | Valeur limite | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Substances de l'état chimique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cadmium et ses composés* | 7440-43-9 | 1388 | 0,05 mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mercurure et ses composés* | 7439-97-6 | 1387 | 0,02 mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres substances de l'état chimique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP)* | 117-81-7 | 6616 | 50 µg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) | 45298-90-6 | 6561 | 25 µg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quinoxaline* | 124465-18-7 | 2028 | 25 µg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dioxines et composés apparentés aux dioxines* dont certains PCDD et PCB-DF | - | 7707 | 25 µg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Acidofène | 74070-46-5 | 1688 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bifénox | 42576-03-3 | 1119 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cybutryne | 28159-38-0 | 1935 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cyperméthrine | 52315-07-8 | 1140 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Hexabromocyclododécane* (HBCDD) | 3194-65-6 | 7128 | 25 µg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Heptachlore* et époxyde d'heptachlore* | 78-44-8/ 1024-67-3 | 7706 | 25 µg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Polluants spécifiques de l'état écologique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Arsenic et ses composés | 7440-38-2 | 1389 | 25 µg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local | - | - | - NOE si le rejet dépasse 1g/l, dans le cas où la NOE est supérieure à 25µg/l - 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/l, dans le cas où la NOE est inférieure à 25µg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 48 | <p>Raccordement à une station d'épuration</p> <p>Les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent au traitement externe des effluents par une station d'épuration collective.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• les modalités de raccordement ;• les valeurs limites avant raccordement. <p>Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte).</p> | <i>Non concerné</i> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 49 | <p>Dispositions communes aux VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration</p> <p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.</p> <p>Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de vingt-quatre heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p> | Les mesures périodiques seront réalisées sur 24h. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---|--|---|
| Section 5 – Traitement des effluents | | |
| 50 | <p>Installations de traitement</p> <p>Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p> <p>En cas d'utilisation de combustibles liquides, les eaux de lavage des sols et les divers écoulements ne peuvent être évacués qu'après avoir traversé au préalable un dispositif séparateur d'hydrocarbures à moins qu'ils soient gérés comme des déchets. Ce dispositif est maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement entretenu pour conserver ses performances initiales.</p> <p>Lorsque la puissance de combustion exploitée sur l'établissement dépasse 10 MW, ce dispositif sera muni d'un obturateur automatique commandant une alarme dans le cas où l'appareil atteindrait sa capacité maximale de rétention des hydrocarbures.</p> | <p>Le site est actuellement muni d'un séparateur d'hydrocarbures, localisé en sortie du bassin des eaux pluviales et en amont du rejet au réseau.</p> <p>Dans le cadre du projet, il est prévu la mise en place de séparateurs d'hydrocarbures dédié à chaque aire de dépotage du fioul. Ces dispositifs seront munis d'une alarme.</p> <p>Le bassin du site, où transite l'ensemble des eaux pluviales du site, peut être mis en rétention (arrêt de la pompe de relevage).</p> <p>Ces dispositifs de traitement feront l'objet d'un nettoyage régulier.</p> |
| Chapitre V : Emissions dans l'air | | |
| Section 1 – Généralités | | |
| 51 | <p>Généralités</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés...). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.</p> | <p>Les rejets des groupes électrogènes seront canalisés puis évacués par des cheminées.</p> <p>Il n'y aura pas de stockages en vrac ni de stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|--|--|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------|-----|-----|-----|------------|-------------|-------------|-------------|---------------------|-----|------|------|-------------|-------------|-------------|-------------|--|
| Section 2 – Rejets à l’atmosphère | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 52 | <p>Point de rejet</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l’atmosphère, après traitement éventuel, par l’intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l’atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l’ascension des gaz dans l’atmosphère.</p> <p>L’emplacement de ces conduits est tel qu’il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d’air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> | <p>Les plans en PJ n°3 et en Annexes 1 et 3 localisent les points de rejets (cheminées).</p> <p>Chaque groupe électrogène disposera de son propre conduit d'évacuation des fumées, conduits regroupés dans 6 cheminées de hauteur de 18 mètres (hauteur conforme à l'article 54, permettant une bonne dispersion des polluants).</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 53 | <p>Normes de mesure</p> <p>Les points de mesure et les points de prélèvement d’échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées par les méthodes de référence précisées dans l’arrêté du 7 juillet 2009 susvisé et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.</p> | <p>Les cheminées seront accessibles pour procéder au prélèvement d’échantillons.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 54 | <p>Hauteur de cheminées</p> <p>La hauteur « hp » de la cheminée (différence entre l’altitude du débouché à l’air libre et l’altitude moyenne au sol à l’endroit considéré exprimée en mètres) d’un appareil est déterminée en fonction de la puissance thermique nominale totale de l’installation de combustion dans laquelle l’appareil de combustion est inclus et en fonction du combustible consommé par l’appareil.</p> <p>Si plusieurs conduits sont regroupés dans la même cheminée, la hauteur de cette dernière sera déterminée en se référant au combustible et au type d’appareil donnant la hauteur de cheminée la plus élevée.</p> <p>Pour les installations utilisant normalement du gaz, il n’est pas tenu compte, pour la détermination de la hauteur des cheminées, de l’emploi d’un autre combustible lorsque celui-ci est destiné à pallier, exceptionnellement et pour une courte période, une interruption soudaine de l’approvisionnement en gaz.</p> <p>A. – <u>Détermination des hauteurs de cheminées</u> :</p> <p>Les hauteurs indiquées entre parenthèses correspondent aux hauteurs minimales des cheminées associées aux installations situées au moment du dépôt complet et régulier du dossier d’enregistrement dans le périmètre d’un plan de protection de l’atmosphère tel que prévu à l’article R. 222-13 du code de l’environnement.</p> <p>2. Cas des moteurs :</p> <table><tr><th>Type de combustible</th><th>1 MW et < 4 MW</th><th>4 MW et < 6 MW</th><th>6 MW et < 10 MW</th><th>10 MW et < 15 MW</th><th>15 MW et < 20 MW</th><th>20 MW et < 30 MW</th><th>30 MW et < 50 MW</th></tr><tr><td>Combustibles gazeux</td><td>5 m</td><td>6 m</td><td>7 m</td><td>9 m (13 m)</td><td>10 m (15 m)</td><td>19 m (28 m)</td><td>22 m (33 m)</td></tr><tr><td>Autres combustibles</td><td>9 m</td><td>13 m</td><td>15 m</td><td>16 m (22 m)</td><td>18 m (27 m)</td><td>20 m (30 m)</td><td>24 m (36 m)</td></tr></table> <p>Pour les turbines et moteurs, si la vitesse d’éjection des gaz de combustion dépasse la valeur indiquée à l’article 55 du présent arrêté, la formule suivante peut être utilisée pour déterminer la hauteur minimale « hp » de la cheminée sans que celle-ci puisse être inférieure à 3 mètres :</p> <p>hp = hA [1 — (V — 25)/(V — 5)],</p> | Type de combustible | 1 MW et < 4 MW | 4 MW et < 6 MW | 6 MW et < 10 MW | 10 MW et < 15 MW | 15 MW et < 20 MW | 20 MW et < 30 MW | 30 MW et < 50 MW | Combustibles gazeux | 5 m | 6 m | 7 m | 9 m (13 m) | 10 m (15 m) | 19 m (28 m) | 22 m (33 m) | Autres combustibles | 9 m | 13 m | 15 m | 16 m (22 m) | 18 m (27 m) | 20 m (30 m) | 24 m (36 m) | <p>La hauteur des cheminées sera de 18 mètres.</p> <p>Lors des périodes de tests mensuels, les groupes électrogènes fonctionneront 1 par 1 (pas de dépendance entre les cheminées).</p> <p>A – Détermination des hauteurs de cheminée</p> <p>Les groupes électrogènes auront des puissances comprises entre 3 et 6 MWth. La hauteur minimale ha de la cheminée serait donc de 15 m. En considérant une vitesse d’éjection d’environ 46 m/s (cf. article 55), hp serait égal à 7,3 m.</p> <p>B – Prise en compte des obstacles</p> <p>Le point le plus haut du bâtiment principal est à une hauteur d’environ 12 m. En considérant le bâtiment comme un obstacle, la hauteur minimale Hp de la cheminée serait donc de 17 m.</p> <p>En conclusion, la mise en place de cheminées à 18 m de hauteur est donc conforme aux calculs de cet article 54.</p> |
| Type de combustible | 1 MW et < 4 MW | 4 MW et < 6 MW | 6 MW et < 10 MW | 10 MW et < 15 MW | 15 MW et < 20 MW | 20 MW et < 30 MW | 30 MW et < 50 MW | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Combustibles gazeux | 5 m | 6 m | 7 m | 9 m (13 m) | 10 m (15 m) | 19 m (28 m) | 22 m (33 m) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres combustibles | 9 m | 13 m | 15 m | 16 m (22 m) | 18 m (27 m) | 20 m (30 m) | 24 m (36 m) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|--|--|--|
| | <p>où « hA » est la valeur indiquée dans les tableaux ci-dessus pour la puissance concernée et « V » la vitesse effective d'éjection des gaz de combustion (en m/s).</p> <p>B. – <u>Prise en compte des obstacles</u> :</p> <p>S'il y a dans le voisinage des obstacles naturels ou artificiels de nature à perturber la dispersion des gaz de combustion (obstacles ayant une largeur supérieure à un angle solide de 15 degrés vus de la cheminée dans le plan horizontal passant par le débouché de la cheminée), la hauteur de la (ou des) cheminée(s) est déterminée de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • si l'obstacle considéré est situé à une distance inférieure à « D » de l'axe de la cheminée : $H_i = h_i + 5$; • si l'obstacle considéré est situé à une distance comprise entre « D » et « 5 D » de l'axe de la cheminée : $H_i = 5/4(h_i + 5)(1 - d/5D)$. <p>« h_i » est l'altitude d'un point de l'obstacle situé à une distance d de l'axe de la cheminée. Soit « H_p » la plus grande des valeurs de « H_i », la hauteur de la cheminée est supérieure ou égale à la plus grande des valeurs « H_p » et « h_p ».</p> <p>Pour les combustibles gazeux et le fioul domestique, « D » est pris égal à 25 m si la puissance est inférieure à 10 MW et à 40 m si la puissance est supérieure ou égale à 10 MW. Ces distances sont doublées dans le cas des autres combustibles.</p> | |
| 55 | <p>Vitesse d'éjection</p> <p>A. – <u>Turbines et moteurs</u> :</p> <p>La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche nominale est au moins égale à 25 m/s si la puissance de l'installation est supérieure à 2 MW, et à 15 m/s sinon.</p> <p>Lorsque les émissions sont évacuées par une chaudière de récupération, les vitesses d'éjection applicables sont celles fixées au point B du présent article.</p> <p>B. – <u>Autres appareils de combustion</u> :</p> <p>La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche nominale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.</p> | La vitesse d'éjection sera d'environ 46 m/s. |
| Section 3 – Valeurs limites d'émission dans l'air | | |
| 56 | <p>Généralités</p> <p>I. – L'exploitant démontre que les valeurs limites d'émissions fixées à la présente section sont compatibles avec l'état du milieu. Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte.</p> <p>II. – Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence. Pour ces appareils et pour les appareils de combustion disposant de VLE particulières en fonctionnant moins de 500 heures par an, les exploitants s'engagent à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. Pour ces appareils, l'exploitant établit un relevé annuel des heures d'exploitation.</p> <p>III. – En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées à la présente section, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.</p> <p>IV. – Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section s'appliquent aux émissions de chaque cheminée commune en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'ensemble de l'installation de combustion.</p> | <p>Les groupes électrogènes sont des appareils destinés aux situations d'urgence et fonctionnant moins de 500 heures par an. Un relevé annuel des heures d'exploitation sera effectué.</p> <p>Les valeurs limites d'émission fixées dans cette section 3 ne s'appliquent donc pas.</p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|---|--|
| | <p>V. – Les valeurs limites d'émissions applicables aux moteurs existants fixées à la présente section sont applicables aux installations de combustion exploitées dans les zones non interconnectées à compter du 1er janvier 2030.</p> <p>VI. – Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section applicables aux installations nouvelles à la date de la modification, s'appliquent à la partie modifiée ou étendue en cas de changement de combustible, de remplacement des appareils de combustion (chambre de combustion et brûleur) ou d'extension de l'installation.</p> | |
| 57 | <p>Conditions de référence</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.</p> | <i>Non concerné (cf. article 56)</i> |
| 58 | <p>Autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe</p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.</p> <p>[...]</p> | <i>Non concerné</i> |
| 59 | <p>Turbines</p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux turbines.</p> <p>[...]</p> | <i>Non concerné</i> |
| 60 | <p>Moteurs</p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux moteurs.</p> <p>I. – Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; • aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale comprise entre 2 et 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ; • aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ; • aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 1 MW et 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter du 1er janvier 2030. | <i>Non concerné (cf. article 56)</i> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------|--|--|--------------------------|---------------------|--|--|--------------------------|--------------------------|---------------------|------------------|-----------|---|---------------|---|--|-----------|--|------------|--|--------|------------|-----------------------------------|-----|---|-----------------------|-----|--|-----------------------|-----|---|-----------------------|--|
| | <table><tr><th rowspan="2">Combustibles</th><th rowspan="2">Puissance</th><th colspan="3">Polluants</th></tr><tr><th>SO_x (mg/Nm³)</th><th>NO_x (mg/Nm³)</th><th>Poussières (mg/Nm³)</th></tr><tr><td>Fioul domestique</td><td>P < 20 MW</td><td>-</td><td>225 (1)(2)(3)</td><td>-</td></tr><tr><td></td><td>P ≥ 20 MW</td><td></td><td>225 (1)(3)</td><td></td></tr></table> <table><tr><th>Renvoi</th><th>Conditions</th><th>Valeur limite d'émission (mg/Nm³)</th></tr><tr><td>(1)</td><td>Installation enregistrée après le 1^{er} janvier 2014 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide)</td><td>NO_x : 450</td></tr><tr><td>(2)</td><td>Installation enregistrée avant le 1^{er} janvier 2014</td><td>NO_x : 450</td></tr><tr><td>(3)</td><td>Installation utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide)</td><td>NO_x : 750</td></tr></table> <p>II. – Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et [...]</p> <p>III. – Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et [...]</p> | Combustibles | Puissance | Polluants | | | SO _x (mg/Nm³) | NO _x (mg/Nm³) | Poussières (mg/Nm³) | Fioul domestique | P < 20 MW | - | 225 (1)(2)(3) | - | | P ≥ 20 MW | | 225 (1)(3) | | Renvoi | Conditions | Valeur limite d'émission (mg/Nm³) | (1) | Installation enregistrée après le 1 ^{er} janvier 2014 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide) | NO _x : 450 | (2) | Installation enregistrée avant le 1 ^{er} janvier 2014 | NO _x : 450 | (3) | Installation utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide) | NO _x : 750 | |
| Combustibles | Puissance | | | Polluants | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | SO _x (mg/Nm³) | NO _x (mg/Nm³) | Poussières (mg/Nm³) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fioul domestique | P < 20 MW | - | 225 (1)(2)(3) | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | P ≥ 20 MW | | 225 (1)(3) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Renvoi | Conditions | Valeur limite d'émission (mg/Nm³) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| (1) | Installation enregistrée après le 1 ^{er} janvier 2014 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide) | NO _x : 450 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| (2) | Installation enregistrée avant le 1 ^{er} janvier 2014 | NO _x : 450 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| (3) | Installation utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide) | NO _x : 750 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 61 | <p>Générateurs de chaleur directe</p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux générateurs de chaleur directe. [...]</p> | <i>Non concerné</i> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 62 | <p>Autres polluants</p> <p>I. – Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010 de puissance supérieure ou égale à 20 MW, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm³.</p> <p>Pour les autres appareils de combustion, la valeur limite pour les HAP est de 0,1 mg/Nm³.</p> <p>II. – Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/Nm³ en carbone total.</p> <p>Pour les autres chaudières, la valeur limite pour les COVNM est de 110 mg/Nm³ en carbone total.</p> <p>Pour les moteurs, la valeur limite en formaldéhyde est de 15 mg/Nm³.</p> <p>III. – Pour les chaudières de puissance supérieure à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• HCl : 10 mg/Nm³ ;• HF : 5 mg/Nm³. <p>Ces valeurs peuvent être adaptées par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant montrant l'impossibilité d'atteindre ces valeurs en raison du combustible ou de la technologie de combustion utilisés, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les valeurs déterminées par le préfet ne dépassent en aucun cas 30 mg/Nm³ en HCl et 25 mg/Nm³ en HF.</p> <p>Pour les autres chaudières utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• HCl : 30 mg/Nm³ ;• HF : 25 mg/Nm³. <p>IV. – Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm³.</p> | <i>Non concerné (cf. article 56)</i> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement | | | | | | | | | | |
|---|---|--|---|---|--|---|---------------------------------|----------------------------|-------------------------|---|-----------|--|
| | <p>V. – En cas de dispositif de traitement des NOx à l’ammoniac ou ses précurseurs :</p> <p>– pour les chaudières de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 et pour les autres installations enregistrées à compter du 1er janvier 2014, la valeur limite d’émission d’ammoniac est de 5 mg/Nm³. Cette valeur peut être adaptée par le préfet sur la base d’éléments technico-économiques fournis par l’exploitant, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l’environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l’article L. 511-1 du code de l’environnement, sans toutefois dépasser 20 mg/Nm³.</p> <p>– pour les autres appareils de combustion, la valeur limite d’émission d’ammoniac est de 20 mg/Nm³.</p> <p>VI. – Les valeurs limites d’émission pour les métaux sont les suivantes :</p> <table><tr><th>Composés</th><th>Valeur limite d’émission (moyenne sur la période d’échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)</th></tr><tr><td>cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés</td><td>0,05 mg/Nm³ par métal et 0,1 mg/Nm³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)</td></tr><tr><td>arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés</td><td>1 mg/Nm³ exprimée en (As+Se+Te)</td></tr><tr><td>plomb (Pb) et ses composés</td><td>1 mg/Nm³ exprimée en Pb</td></tr><tr><td>antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés</td><td>20 mg/Nm³</td></tr></table> <p>Les valeurs limites d’émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l’hydrogène et du GPL.</p> <p>Les valeurs limites d’émission pour les COVNM, excepté le formaldéhyde, et les HAP ne sont pas applicables aux installations consommant du gaz naturel, du biométhane, de l’hydrogène et du GPL.</p> | Composés | Valeur limite d’émission (moyenne sur la période d’échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum) | cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés | 0,05 mg/Nm³ par métal et 0,1 mg/Nm³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl) | arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés | 1 mg/Nm³ exprimée en (As+Se+Te) | plomb (Pb) et ses composés | 1 mg/Nm³ exprimée en Pb | antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés | 20 mg/Nm³ | |
| Composés | Valeur limite d’émission (moyenne sur la période d’échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum) | | | | | | | | | | | |
| cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés | 0,05 mg/Nm³ par métal et 0,1 mg/Nm³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl) | | | | | | | | | | | |
| arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés | 1 mg/Nm³ exprimée en (As+Se+Te) | | | | | | | | | | | |
| plomb (Pb) et ses composés | 1 mg/Nm³ exprimée en Pb | | | | | | | | | | | |
| antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés | 20 mg/Nm³ | | | | | | | | | | | |
| 63 | <p>Système de traitement des fumées</p> <p>Lorsqu’un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d’émissions fixées à la présente section :</p> <p>I. – L’exploitant rédige une procédure d’exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif.</p> <p>Cette procédure indique notamment la nécessité :</p> <ul style="list-style-type: none">• d’arrêter ou de réduire l’exploitation de l’installation associée à ce dispositif ou d’utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n’est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l’environnement de ces opérations, notamment d’un arrêt-démarrage ;• d’informer l’inspection des installations classées dans un délai n’excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. <p>II. – Si l’exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l’exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).</p> | Non concerné (cf. article 56) | | | | | | | | | | |
| 64 | <p>Démarrage et arrêt</p> <p>Les opérations de démarrage et d’arrêt font l’objet de consignes d’exploitation écrites. Les phases de démarrage et d’arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.</p> | Des consignes d’exploitation seront présentes. Les phases de démarrage et d’arrêt seront liées aux tests périodiques des groupes électrogènes et aux situations d’urgence. | | | | | | | | | | |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement | | | | | | | | | |
|---|--|---|---|--|--|---------|---------|----------------------|---------|---------|--|
| 65 | Multicombustible | <i>Non concerné</i> | | | | | | | | | |
| 66 | <p>Dérogations particulières</p> <p>I. – L'exploitant peut, pour une période limitée à dix jours, ne pas respecter les valeurs limites d'émission en SO₂, NO_x et poussières prévues à la présente section dans le cas où l'installation de combustion qui n'utilise que du combustible gazeux doit exceptionnellement avoir recours à d'autres combustibles en raison d'une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz et devrait de ce fait être équipée d'un dispositif d'épuration des gaz résiduels. Il en informe immédiatement le préfet.</p> <p>Cette période de dix jours peut être prolongée après accord du préfet s'il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique.</p> <p>II. – L'exploitant peut, pour une période limitée à six mois, demander au préfet une dérogation aux valeurs limites d'émission relatives au SO₂ prévues à la présente section s'il utilise, en fonctionnement normal, un combustible à faible teneur en soufre pour respecter ces valeurs limites d'émission et si une interruption soudaine et imprévue de son approvisionnement liée à une pénurie grave se produit.</p> | <i>Non concerné (cf. article 56)</i> | | | | | | | | | |
| 67 | <p>Odeurs</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de l'installation. En particulier, les installations de stockage, de manipulation et de transport des combustibles et des produits susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont canalisées ou aménagées dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux canalisés odorants sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz.</p> | Le site ne sera pas à l'origine de nuisances olfactives. | | | | | | | | | |
| Chapitre VI : Emissions dans les sols | | | | | | | | | | | |
| 68 | <p>Sols</p> <p>Les rejets directs dans les sols sont interdits.</p> | Il n'y aura pas de rejets directs dans les sols. | | | | | | | | | |
| Chapitre VII : Bruit et vibrations | | | | | | | | | | | |
| 69 | <p>Bruit</p> <p>I. – <u>Valeurs limites de bruit</u> :</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr> <tr> <td>supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> | Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés | supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) | supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) | <p>L'arrêté préfectoral actuel du site, présenté en Annexe 5, impose les mêmes valeurs limites d'émergence que le tableau ci-contre, mais des valeurs limites plus contraignantes en limite de propriété (65 dB(A) de jour et 55 dB(A) de nuit). Les valeurs limites de l'arrêté préfectoral actuel seront maintenues.</p> <p>Les véhicules circulant sur le site seront conformes à la réglementation.</p> <p>Les émissions sonores proviendront des équipements techniques. Des dispositifs seront mis en œuvre (ventilateurs de refroidissement à faible bruit et vitesse variable, moteur logé à</p> |
| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés | | | | | | | | | |
| supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) | | | | | | | | | |
| supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) | | | | | | | | | |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|--------------------------------|--|---|
| | <p>II. – <u>Véhicules - engins de chantier</u> :</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation répondent aux exigences réglementaires en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III. – <u>Vibrations</u> : Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe III.</p> <p>IV. – <u>Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</u> :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant, par un organisme qualifié, à la demande de l'inspection des installations classées.</p> | <p>l'intérieur d'un container à revêtement acoustique, silencieux d'échappement, compresseurs avec capots acoustiques, écran acoustique autour de l'espace technique, ...).</p> <p>Les niveaux de bruit seront contrôlés au début de l'exploitation.</p> <p>Le site ne sera pas à l'origine de nuisances vibratiles.</p> |
| Chapitre VIII : Déchets | | |
| 70 | <p>Généralités</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; • trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; • s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; • s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. | <p>Des mesures de prévention de production des déchets prévues : réduction des déchets à la source, sensibilisation de l'ensemble du personnel à la gestion des déchets, mise en place d'un système de gestion des déchets avec tri à la source, filières de traitement adéquates, assurance de la conformité des filières d'évacuation et d'élimination des déchets.</p> <p>Le site ne produira que peu de déchets : essentiellement déchets de bureaux non dangereux (papiers, cartons, plastiques, cartouches, ...) et déchets liés à la maintenance des équipements dangereux et non dangereux (batteries usagées, emballages souillés, déchets électroniques, ...).</p> <p>Les déchets dangereux ne seront présents qu'en de rares occasions, notamment en fonction des opérations de maintenance et/ou de nettoyage. Les quantités attendues sont de quelques kilos, voire dizaines de kilos, par an.</p> |
| 71 | <p>Stockage des déchets</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p> | <p>L'ensemble des déchets sera évacué dans des filières de valorisation dès que possible.</p> <p>La typologie, le code déchet, la production estimée et le mode de traitement sont présentés plus en détail en Annexe 9.</p> |
| 72 | <p>Elimination des déchets</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'Environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.</p> | |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---|--|--|
| | L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.) conformément à l'arrêté du 29 février 2012 modifié. Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets dangereux à un tiers. | |
| 73 | Epandage Les cendres issues de la combustion de biomasse récupérées par voie sèche ou humide sous l'équipement de combustion peuvent être épandues, dans la limite d'un volume annuel de 2 000 tonnes/an. L'épandage de tout autre déchet, des eaux résiduaires et des boues est interdit. L'exploitant respecte les dispositions de l'annexe II concernant les dispositions techniques à appliquer pour l'épandage. | <i>Non concerné</i> |
| Chapitre IX : Surveillance des émissions | | |
| Section 1 – Généralités | | |
| 74 | Programme de surveillance I. – L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans l'air et dans l'eau dans les conditions fixées au présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. II. – Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés. III. – Les polluants atmosphériques et aqueux qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. La mesure ou l'estimation d'un polluant atmosphérique n'est pas obligatoire au titre du présent chapitre, si l'installation de combustion n'est pas soumise à une VLE pour ce polluant, excepté lorsque l'exemption de VLE est justifiée par un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Dans ce cas, l'article 80 est applicable. IV. – Les mesures périodiques des émissions de polluants atmosphériques s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé. Les méthodes de prélèvement et analyse pour la mesure dans l'eau et dans l'air sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. V. – Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance périodique des émissions réalisée au titre du présent article est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales. | L'exploitant mettra en place un programme de surveillance de ses émissions dans l'air et dans l'eau. Les premiers contrôles seront réalisés au maximum 4 mois après le début de l'exploitation. L'article 80 est applicable. |
| 75 | Autres analyses L'inspection des installations classées peut, à tout moment, faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, des prélèvements et analyses des combustibles et faire réaliser des mesures de niveaux sonores pour vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant. | Sans objet |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---|--|--|
| Section 2 – Emissions dans l'air | | |
| 76 | <p>Mesures périodiques</p> <p>I. – Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une fois tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; • une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; • une fois tous les ans pour les autres installations de combustion. <p>II. – Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.</p> <p>III. – Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH₃ dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.</p> <p>IV. – Pour les installations de séchage, au lieu des mesures prévues à la présente section, des modalités différentes, reconnues spécifiquement par le ministère chargé des installations classées, peuvent être mises en place, pour justifier du respect des valeurs limites imposées au chapitre V du présent arrêté.</p> | <i>Non concerné (cf. article 80)</i> |
| 77 | Mesure en continu pour les installations comprenant un appareil consommant au moins un combustible visé en 2910-B | <i>Non concerné</i> |
| 78 | <p>Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW</p> <p>I. – Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW la concentration en SO₂, en NOx, en poussières et en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu.</p> <p>II. – La mesure en continu du SO₂ n'est pas obligatoire dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ; • pour les installations de combustion utilisant du fioul lourd dont la teneur en soufre est connue, en cas d'absence d'équipement de désulfuration des gaz résiduels ; • pour les installations de combustion utilisant de la biomasse, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites ; • pour les installations de combustion qui ne sont pas équipées d'un dispositif de désulfuration des gaz résiduels destiné à respecter les VLE fixées au chapitre V du présent arrêté ; • pour les turbines et moteurs. <p>Dans ces cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une mesure semestrielle est effectuée ; | <i>Non concerné (cf. article 80)</i> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance, prévu à l'article 74 du présent arrêté. <p>III. – La mesure en continu des NOx n'est pas obligatoire dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ; • pour les turbines ou moteurs ; • pour toute chaudière enregistrée avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'enregistrement avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NOx dans les fumées ; • pour toute chaudière d'une puissance thermique nominale unitaire inférieure à 10 MW enregistrée avant le 1er novembre 2010 ; • pour tout four industriel enregistré avant le 1er novembre 2010. <p>Dans ces cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation, une mesure semestrielle est effectuée ; • pour toute chaudière d'une puissance thermique nominale unitaire inférieure à 10 MW enregistrée avant le 1er novembre 2010, une mesure semestrielle est effectuée ; • pour les autres installations, une mesure trimestrielle est effectuée. <p>Au lieu des mesures périodiques prévues au présent alinéa, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de NOx. Ces procédures garantissent l'obtention de données de qualité scientifique équivalente.</p> <p>IV. – La mesure en continu des poussières n'est pas obligatoire dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ; • pour toute chaudière enregistrée avant le 1er novembre 2010 ; • pour tout four industriel enregistré avant le 1er novembre 2010. <p>Dans ces cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour toute chaudière enregistrée avant le 1er novembre 2010, une évaluation en permanence des poussières est effectuée. Cette évaluation peut être remplacée par une mesure annuelle pour les chaudières enregistrées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'enregistrement avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003 ; • pour les autres installations, une mesure semestrielle est effectuée. <p>V. – La mesure en continu du CO n'est pas obligatoire dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ; • pour les turbines et moteurs ; • pour les chaudières enregistrées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'enregistrement avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003 ; | |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> pour tout four industriel enregistré avant le 1er novembre 2010. <p>Dans ces cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation, une mesure semestrielle est effectuée ; pour les turbines et moteurs ou les turbines et les moteurs qui utilisent un combustible liquide : après accord du préfet, une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées peut être réalisée. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement ; pour les autres installations, une mesure annuelle est effectuée. | |
| 79 | <p>Mesure en continu des paramètres</p> <p>Si une mesure en continu d'un polluant atmosphérique est imposée au titre des dispositions de la présente section, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 57 une mesure en permanence ou une évaluation en permanence du débit du rejet à l'atmosphère correspondant.</p> <p>Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <p>La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurées en continu. La mesure en continu n'est pas exigée :</p> <ul style="list-style-type: none"> pour les appareils de combustion ne faisant l'objet d'aucune mesure en continu ; pour la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions ; pour les turbines et moteurs, dans ce cas, après accord du préfet, une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées peut être réalisée. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement. | <i>Non concerné (cf. article 80)</i> |
| 80 | <p>Mesure dans les installations fonctionnant moins de 500 h/an</p> <p>Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures pour lesquels l'exploitant s'est engagé à faire fonctionner leur appareil moins de 500 heures par an, au lieu des fréquences au présent chapitre, des mesures périodiques des rejets atmosphériques sont exigées a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> toutes les 1 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est comprise entre 1 MW et 20 MW, toutes les 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 20 MW. <p>La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p> | <p>Une mesure périodique des rejets des groupes électrogènes sera réalisée a minima tous les 5 ans.</p> <p>Les polluants concernés seront a minima les NOx, le SO₂ et les poussières (PM₁₀ et PM_{2,5}).</p> |
| 81 | <p>Conditions de respect des VLE – mesure périodique</p> <p>Les valeurs limites d'émission à la section 3 du chapitre V du présent arrêté sont considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p> | <i>Non concerné (cf. articles 56 et 80)</i> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|---------|--|--|
| 82 | <p>Conditions de respect des VLE – mesure en continu</p> <p>I. – Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les trois conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ; • aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission ; • 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission. <p>Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt et les périodes visées à l'article 66.</p> <p>II. – Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude, exprimée par des intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique et qui ne dépasse pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CO : 10 % ; • SO₂ : 20 % ; • NO_x : 20 % ; • Poussières : 30 %. <p>Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées. Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à dix par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet. Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse trente par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions de l'article 81.</p> <p>III. – L'exploitant traite tous les résultats de manière à permettre la vérification du respect des valeurs limites d'émission conformément aux règles énoncées au point I du présent article.</p> | <p><i>Non concerné (cf. articles 56 et 80)</i></p> |
| 83 | <p>Assurance qualité mesure en continu</p> <p>I. – Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p> <p>II. – Le contrôle périodique réglementaire des émissions effectué par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.</p> | <p><i>Non concerné (cf. articles 56 et 80)</i></p> |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|-----------|-----------|-------------|--------------------|--------------|----|--------------------|--------------|--------------------------------|--------------------|--------------|--------------------------------|--------------------|--------------|--------------|--------------------|--------------|--|-----------|-----------|-----------------|--------------------|--------------|----------------------|--------------------|--------------|-------------------------------------|--------------------|--------------|----------------------------|--------------------|--------------|----------------------------|--------------------|--------------|----------------------------|--------------------|--------------|---------------------------|--------------------|--------------|-----------------------------|--------------------|--------------|------------------------------|--------------------|--------------|--|
| Section 3 – Emissions dans l'eau | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 84 | <p>Suivi des émissions dans l'eau</p> <p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de vingt-quatre heures.</p> <table> <tr> <th></th><th>P < 20 MW</th><th>P ≥ 20 MW</th></tr> <tr> <td>Température</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> <tr> <td>pH</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> <tr> <td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> <tr> <td>Matières en suspension totales</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> <tr> <td>Azote global</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> </table> <table> <tr> <th></th><th>P < 20 MW</th><th>P ≥ 20 MW</th></tr> <tr> <td>Phosphore total</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> <tr> <td>Composés organiques du chlore (AOX)</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> <tr> <td>Chrome et composés (en Cr)</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> <tr> <td>Cuivre et composés (en Cu)</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> <tr> <td>Nickel et composés (en Ni)</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> <tr> <td>Plomb et composés (en Pb)</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> <tr> <td>Cadmium et composés (en Cd)</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> <tr> <td>Mercurie et composés (en Hg)</td><td>Tous les trois ans</td><td>Tous les ans</td></tr> </table> <p>Lorsque les polluants subissent, au sein du périmètre autorisé, une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> | | P < 20 MW | P ≥ 20 MW | Température | Tous les trois ans | Tous les ans | pH | Tous les trois ans | Tous les ans | DCO (sur effluent non décanté) | Tous les trois ans | Tous les ans | Matières en suspension totales | Tous les trois ans | Tous les ans | Azote global | Tous les trois ans | Tous les ans | | P < 20 MW | P ≥ 20 MW | Phosphore total | Tous les trois ans | Tous les ans | Hydrocarbures totaux | Tous les trois ans | Tous les ans | Composés organiques du chlore (AOX) | Tous les trois ans | Tous les ans | Chrome et composés (en Cr) | Tous les trois ans | Tous les ans | Cuivre et composés (en Cu) | Tous les trois ans | Tous les ans | Nickel et composés (en Ni) | Tous les trois ans | Tous les ans | Plomb et composés (en Pb) | Tous les trois ans | Tous les ans | Cadmium et composés (en Cd) | Tous les trois ans | Tous les ans | Mercurie et composés (en Hg) | Tous les trois ans | Tous les ans | <p>L'arrêté préfectoral actuel du site, présenté en Annexe 5, impose des valeurs limites pour les rejets des eaux pluviales.</p> <p>Les polluants analysés dans le cadre de l'arrêté actuel sont la température (<30°C), le pH (compris entre 6,5 et 8,5), les matières en suspension (100 mg/l), la DCO (300 mg/l), la DBO₅ (100 mg/l) et les hydrocarbures totaux (5 mg/l). Cette liste de polluants à analyser sera maintenue dans le cadre du projet.</p> <p>La fréquence des mesures imposée dans l'arrêté actuel est annuelle. Cette fréquence sera maintenue dans le cadre du projet.</p> |
| | P < 20 MW | P ≥ 20 MW | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Température | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| pH | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DCO (sur effluent non décanté) | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Matières en suspension totales | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Azote global | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | P < 20 MW | P ≥ 20 MW | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Phosphore total | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Hydrocarbures totaux | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Composés organiques du chlore (AOX) | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Chrome et composés (en Cr) | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cuivre et composés (en Cu) | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nickel et composés (en Ni) | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plomb et composés (en Pb) | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cadmium et composés (en Cd) | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mercurie et composés (en Hg) | Tous les trois ans | Tous les ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Section 4 – Déclaration annuelle des émissions polluantes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 85 | <p>Déclaration GEREP</p> <p>L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.</p> | Sans objet | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Article | Intitulé | Justifications apportées dans le cadre de la présente demande d'enregistrement |
|--|--|--|
| Section 5 – Efficacité énergétique | | |
| 86 | <p>Efficacité énergétique</p> <p>L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).</p> <p>Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p> <p>Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie.</p> <p>Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.</p> | <p>Les installations rejetant ou utilisant des gaz à effet de serre sont limitées aux strictes nécessités de l'exploitation.</p> <p>Le PUE attendu du site est compris entre 1,22 et 1,25 (pour 100 % de charge des salles informatiques).</p> <p>Le site met en place un système de valorisation de chaleur fatale, où 5 salles informatiques pourront à terme être raccordées sur le réseau public, assurant ainsi la fourniture de chaleur par 3 salles informatiques en permanence (cf. PJ n°16). L'exploitant du réseau de chaleur pourra installer ses pompes à chaleur à l'emplacement de son choix, ce qui confère une grande flexibilité pour l'exploitation du réseau public de chaleur.</p> |
| Section 6 – Emissions de gaz à effet de serre dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre | | |
| 87 | <p>Installations visées SEQE</p> <p>Les prescriptions de la présente section sont applicables aux installations soumises au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.</p> <p>L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance conforme au règlement no 601/2012 du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil. Le plan de surveillance est transmis au préfet pour approbation avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Dès le début de l'exploitation, l'exploitant surveille ses émissions conformément au plan de surveillance approuvé par le préfet avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le préfet peut demander à l'exploitant de modifier sa méthode de surveillance si les méthodes de surveillance ne sont plus conformes au règlement no 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.</p> <p>L'exploitant vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation. Il modifie le plan de surveillance dans les cas mentionnés à l'article 14 du règlement no 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre, s'il est possible d'améliorer la méthode de surveillance employée.</p> <p>Les modifications du plan de surveillance subordonnées à l'acceptation par le préfet sont mentionnées à l'article 15 du règlement no 601/2012. L'exploitant notifie ces modifications importantes au préfet pour approbation.</p> <p>Lorsque le rapport de vérification établi par l'organisme vérificateur de la déclaration d'émissions fait état de remarques, l'exploitant transmet un rapport d'amélioration au préfet avant le 30 juin.</p> | <p>Cf. PJ n°14</p> |